



UNIL | Université de Lausanne

Ecole de français langue
étrangère

Outre la maîtrise de la langue dominante dans le lieu d'études, quels sont les facteurs subjectifs, sociaux, politiques ou économiques qui influencent l'accès aux études supérieures et la réussite de celles-ci par des étudiant·e·s en situation migratoire ? Et quelle(s) rôle(s) y joue la langue, au fond ?

PROJETS SOCIOPROFESSIONNELS D'ÉTUDIANT-E-S UNIVERSITAIRES EN SITUATION MIGRATOIRE PERSPECTIVES COMPARATIVES

Samedi 18 mai 2019

Université de Lausanne, Quartier Unil-Chamberonne, bâtiment Anthropole, salle 5196

9.00-9.15 Introduction

9.15-9.45 Martina Zimmermann, HEP Luzern

« Ticinità mobile » : Faire face à la mobilité estudiantine à l'intérieur de la Suisse

9.45-10.15 Malika Ben Harrat, Université de Lausanne

Attentes et réalités de la formation universitaire FLE d'étudiant-e-s en transition académique

10.15-10.45 Anne-Christel Zeiter, Université de Lausanne

Étudiant·e·s, migrant·e·s, alloglottes ? Étudier à l'université dans une autre langue

10.45-11.15 Pause-café

11.15-11.45 Philippe Hambye, Université Catholique de Louvain

Les politiques d'intégration linguistique à la lumière du paradigme de l'insertion socio-professionnelle : déqualification, responsabilisation, contractualisation

11.45-12.15 Isabelle Violette, Université de Moncton

Immigration étudiante, employabilité et investissement langagier : le cas des étudiants africains francophones en contexte bilingue néo-brunswickois (Canada)

12.15-14.00 Pause de midi

14.00-14.30 Gaële Goastellec, Université de Lausanne

Deux ou trois choses que je sais de lui : l'accès des exilés à l'université

14.30-15.00 Mathieu Crettenand, Université de Genève

Programme Horizon académique, l'université comme interface vers la cité

15.00-15.15 Pause

15.15-16.00 Marie Saulnier Bloch, Insertion Vaud

Synthèse et discussion

Inscription souhaitée d'ici au 10 mai 2019

anne-christel.zeiter-grau@unil.ch

Argumentaire

Outre la maîtrise de la langue dominante dans le lieu d'études, quels sont les facteurs subjectifs, sociaux, politiques ou économiques qui influencent l'accès aux études supérieures et la réussite de celles-ci par des étudiant·e·s en situation migratoire ? Et quelle(s) rôle(s) y joue la langue, au fond ?

À l'heure où les universités suisses et européennes réfléchissent à l'accès des réfugié·e·s à la formation académique, il semble nécessaire de mener une réflexion de fond sur la manière dont les étudiant·e·s internationaux naviguent entre différentes modalités d'accès aux études supérieures en articulant de manière toujours particulière des trajectoires individuelles et des structurations sociales propres à chaque pays d'accueil et d'origine. La situation des étudiant·e·s internationaux varie en effet considérablement selon le contexte linguistique dominant dans le lieu d'études, la durée et les raisons du séjour dans le pays concerné, le parcours académique choisi, le marché de l'emploi envisagé à terme, la composition du répertoire langagier individuel, ainsi qu'en fonction d'enjeux variés liés à leur socialisation dans et hors de l'université, notamment en termes de vie professionnelle présente et projetée.

Si le répertoire langagier de ces étudiant·e·s a une influence évidente tant sur le type d'emplois auxquels ils et elles auront accès pendant et après leur formation que sur les résultats de ladite formation, il en va toutefois de l'accès à l'université comme de l'insertion socioprofessionnelle en général : la langue est largement considérée comme jouant un rôle prépondérant dans la réussite des cursus, sans que la construction du répertoire, en terme de processus, ne soit jamais problématisée. Pourtant, la recherche montre (1) que le répertoire langagier – et donc aussi les genres typiquement académiques – se construit par et dans les pratiques sociales ; (2) que la langue est loin d'être une condition nécessaire ou suffisante de l'accès aux espaces socioéconomiques nationaux ; (3) qu'elle représente donc plutôt une preuve et un prérequis à l'intégration, son appropriation s'apparentant à une discipline foucaultienne et participant de techniques de gouvernementalité utiles au maintien d'un certain ordre social. À l'université comme ailleurs, sur le plan idéologique, la langue sert donc souvent de prêt-à-penser pour légitimer des processus de rejet à l'encontre des personnes migrantes tout en masquant le poids d'autres marqueurs identitaires, comme la nationalité, le statut administratif, l'âge, ... avec lesquels la langue interagit dans l'accès à la formation et à l'emploi. Les politiques linguistiques officielles, les politiques nationales d'immigration qui régissent les conditions de droit de séjour et de permis de travail ainsi que la stratification ethno-linguistique du marché de l'emploi et de la formation sont ainsi autant d'éléments à prendre en compte dans les possibilités d'action qui se présentent aux personnes en situation migratoire et qui impliquent à tout niveau une dimension langagière. En outre, toutes les formes de migration ne s'équivalent pas et certaines populations migrantes sont plus vulnérables, en particulier les requérant·e·s d'asile, alors que d'autres sont a priori plus privilégiées, comme les étudiant·e·s de mobilité, ce qui se traduit tant dans le parcours académique que dans le processus d'appropriation langagière.

Les chercheur·e·s ici rassemblés sont issus de différents contextes nationaux (Canada, Belgique, Suisse) et disciplinaires (linguistique, sociolinguistique, didactique, sociologie) et ont pour point commun de s'intéresser aux enjeux de la formation supérieure en situation migratoire ou de mobilité. Ils et elles questionneront en termes de socialisation académique, professionnelle, administrative et langagière les invariants qui peuvent apparaître entre les situations et contextes rencontrés dans différents contextes. La discussion sera ensuite lancée et modérée par une conseillère en emploi active dans l'insertion socioprofessionnelle de jeunes requérant·e·s d'asile en Suisse, afin de compléter la réflexion scientifique par les enjeux concrets et parfois peu visibles du terrain.

Résumés

« Ticinità mobile » : Faire face à la mobilité estudiantine à l'intérieur de la Suisse

Martina Zimmermann (martina.zimmermann@phlu.ch)

En Suisse, la migration estudiantine interne a une longue tradition (Gyr 2013). Les étudiants circulent entre des régions linguistiques pour diverses raisons. Par nécessité, lorsque certains cursus n'existent pas dans leur région d'origine, pour des questions de prestige lié à la renommée de certaines institutions académiques et pour des questions de capital linguistique, la mobilité interne leur permettant d'acquérir des compétences langagières valorisées sur le marché de travail (Dubach & Schmidlin 2005).

A l'appui d'un travail ethnographique se concentrant sur la circulation des étudiant.e.s d'origine tessinoise, je chercherai à comprendre la manière dont les universités suisses et les étudiant.e.s font face à la situation de mobilité (Zimmermann 2017). J'examine comment et sous quelles conditions les institutions tertiaires attirent quel.le.s étudiant.e.s, comment ces étudiant.e.s gèrent leur quotidien dans une autre région linguistique et quelles tensions s'en dégagent.

D'une part j'argumenterai que les façons dont les institutions tertiaires accueillent des étudiant.e.s tessinois.e.s varient en fonction des intérêts économiques variables en lien avec le système de financement de l'éducation tertiaire en Suisse. D'autre part je montrerai comment les étudiant.e.s en circulation, souvent ignoré.e.s par les institutions, se sont organisés dans des associations estudiantines afin de créer leur propre dispositif de soutien (académique, social, etc.). Ces pratiques ne vont pas sans tension dans un pays multilingue à la fois visant à participer dans l'Academia au niveau international et adhérant au monolinguisme des régions linguistiques en Suisse.

Attentes et réalités de la formation universitaire FLE d'étudiant-e-s en transition académique

Malika Ben Harrat (malika.benharrat@unil.ch)

La migration provoque une rupture dans la trajectoire sociale, linguistique et professionnelle des personnes, qui se trouvent alors minorisées. Lorsque ces personnes ont pour objectif la poursuite d'un parcours académique, cet objectif peut alors inclure à la fois un projet d'appropriation de la langue du nouveau lieu de vie et – du point de vue de l'institution – une acculturation au nouveau milieu académique. Ainsi, s'inscrire dans une formation FLE universitaire est-il porteur d'attentes quant à l'appropriation de la langue et quant aux modes d'appropriation de celle-ci. Mais que se passe-t-il lorsque les attentes personnelles en matière d'appropriation langagière diffèrent de celles de l'institution ? Comment ces attentes se modifient-elles avec le temps ? Et comment renseignent-elles sur les dynamiques de pouvoir dans lesquelles les personnes concernées sont insérées ?

Dans une perspective psychosociolinguistique de l'appropriation langagière, je vous propose de réfléchir à ces questions à partir du cas d'étudiant.e.s inscrit.e.s dans une formation en FLE préparatoire aux études disciplinaires dispensées en français à l'Université de Lausanne. J'analyserai notamment les dynamiques de pouvoir dans lesquelles les personnes migrantes sont insérées et qui singularisent l'appropriation langagière de cette population étudiante universitaire.

Etudiant·e·s, migrant·e·s, alloglottes ? Étudier à l'université (dans) une autre langue

Anne-Christel Zeiter (anne-christel.zeiter-grau@unil.ch)

Le profil des étudiant-e-s internationaux d'une université comme celle de Lausanne ont des profils évidemment variés, dont on peut a priori distinguer deux grandes tendances : celles et ceux, d'abord, qui séjournent pour tout ou partie de leurs études, venus en mobilité pour un ou plusieurs semestres ou spécifiquement inscrits à un programme de Master – parfois en anglais, et celles et ceux qui, durablement établis en Suisse romande, décident de commencer, reprendre ou poursuivre leur parcours académique. Pour ces derniers, le français joue un rôle d'autant plus important qu'il doit leur servir à achever leurs études autant qu'à fonctionner ensuite ou simultanément sur le marché de l'emploi : nombre d'entre eux choisissent ainsi de suivre une formation spécifique en français langue étrangère, soit comme diplôme à part entière, soit comme discipline majeure ou mineure

d'un programme de Bachelor. La présente communication s'intéressera à cette dernière catégories d'étudiant·e·s pour identifier la manière dont des modes migratoires différents, considérés comme plus ou moins subis ou choisis, influencent les modalités de l'engagement de la personne dans la langue du lieu – en l'occurrence le français – et le rapport souvent paradoxal entre cet engagement linguistique et la poursuite des études.

Les politiques d'intégration linguistique à la lumière du paradigme de l'insertion socio-professionnelle : déqualification, responsabilisation, contractualisation

Philippe Hambye (philippe.hambye@uclouvain.be)

Depuis les années 2000, la plupart des États européens ont mis en place des politiques d'intégration des migrants accordant un rôle central à l'acquisition de compétences linguistiques. De nombreux travaux critiques ont depuis interrogé tant le bien-fondé que l'efficacité de ces politiques, notamment en mettant en cause l'idée selon laquelle la maîtrise de la langue du pays d'accueil par les migrants constituerait une condition à la fois nécessaire et suffisante de leur intégration. Ils ont le plus souvent conduit à montrer que l'influence qu'exerce les ressources linguistiques dont disposent les migrants sur leur trajectoire socio-professionnelle était loin d'être automatique et dépendait de nombreux autres facteurs. Dans cette communication, en nous basant sur le cas de la France et de la Belgique, nous proposons d'appréhender ces politiques d'intégration dans le cadre plus général de l'ensemble des politiques de l'emploi dans lequel elles s'inscrivent et qui permettent selon nous de mieux en saisir tant les origines que les conséquences et les enjeux. Nous tâcherons de montrer que ce paradigme de l'insertion socio-professionnelle, qui repose de façon centrale sur la notion d'employabilité, participe d'un imaginaire social et politique propre au néolibéralisme et qui s'étend à la sphère de l'intégration civique, sous la forme d'une "contractualisation des rapports sociaux" (Ouabdelmoumen 2014). Nous terminerons en examinant la manière dont cet imaginaire structure également, au moins en partie, la façon dont est gérée la question de la maîtrise de la langue française par les étudiants étrangers dans les universités de Belgique francophone.

Immigration étudiante, employabilité et investissement langagier en milieu canadien bilingue

Isabelle Violette (isabelle.violette@umoncton.ca)

Cette communication examine le cas particulier d'étudiants africains francophones employés au sein d'usines de transformation de fruits de mer dans la province officiellement bilingue du Nouveau-Brunswick, au Canada atlantique. Comment expliquer la convergence de cette population étudiante dans ce secteur d'emploi périphérique et dévalué alors même qu'aucun étudiant canadien ne s'y trouve? Dans le contexte néo-brunswickois, la valeur des travailleurs est fortement articulée à leur bilinguisme individuel. Quelle part joue alors 1) la faible compétence en anglais des ÉI (au regard de la norme locale) et 2) l'intériorisation du discours dominant sur le bilinguisme comme clé de la réussite professionnelle dans la relégation à ces emplois déclassants? L'objectif de cette présentation est de mettre en évidence le motif de l'investissement langagier (Duchêne, 2016) convoqué par les ÉI pour faire sens de cette expérience de travail au sein de leur projet socioprofessionnel à plus long terme. Dans les récits recueillis auprès d'une dizaine d'ÉI, l'(auto)exclusion du marché qualifié va de pair avec la légitimité d'investir dans l'appropriation de l'anglais en commençant par le bas de l'échelle. Nous montrerons que cette logique profite à l'industrie qui manque cruellement de main-d'œuvre et tend plus largement à dissimuler une stratification – certes linguistique – mais également ethnoraciale du marché de l'emploi.

Deux ou trois choses que je sais de lui : l'accès des exilé.e.s à l'université

Gaële Goastellec (gaele.goastellec@unil.ch)

La probabilité d'accéder aux études universitaires varie, partout et en tout temps, selon les capitaux scolaires, l'origine sociale et l'origine géographique des individus. Ainsi en va-t-il de l'accès des exilé.e.s, dont les aspirations scolaires varient aussi largement selon le pays d'origine et la place qu'y occupe l'enseignement supérieur.

Alors que ces individus ont peu la possibilité de choisir le pays dans lequel ils se trouvent administrativement inscrits, de l'assignation à l'un ou l'autre des pays dépend leur

probabilité, toutes choses égales par ailleurs, de poursuivre ou reprendre des études supérieures.

A partir d'une comparaison internationale fondée principalement sur des données secondaires adossées à une recherche de terrain, il s'agira d'explorer l'intersection des politiques sociales, éducatives et migratoires dans la production d'une possibilité différenciée d'accès selon les pays. Et de montrer que cet espace des possibles s'active aussi à travers des dynamiques de construction d'un capital social ajusté au nouvel espace de résidence.

Programme Horizon académique, l'université comme interface vers la cité

Mathieu Crettenand (Mathieu.Crettenand@unige.ch)

Le programme Horizon académique représente le modèle genevois d'intégration des personnes issues de l'asile et de la migration avec un niveau universitaire. Depuis 2016, grâce à l'expérience acquise et les partenariats avec le canton de Genève et des fondations privées, le programme Horizon académique a identifié les dimensions, l'environnement institutionnel, et les outils de suivi et d'orientation de ce public. Ce programme constitue un exemple du rôle d'interface avec les acteurs publics et privé que peut jouer l'université par rapport à une problématique sociale comme l'intégration socioprofessionnelles des migrant.e.s.

Discussion

Marie Saulnier Bloch (marie.saulnierbloch@insertion-vaud.ch)